

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, notamment sur l'aide au développement, la demande soviétique d'aide financière, la situation économique de l'URSS et les négociations du Gatt, Londres le 17 juillet 1991.

Mesdames,

- Messieurs,

- Nous arrivons au terme du G7 proprement dit, ce qui me permet de vous rendre compte des travaux qui ont été fournis. Comme vous le savez, j'ai un peu scrupule à le redire puisque c'est dans tous les esprits, notre réunion va continuer jusqu'à ce soir, à une heure avancée, en compagnie de M. Gorbatchev.

- Beaucoup de domaines ont été abordés. En politique économique, l'objectif commun est une reprise soutenue afin d'obtenir une croissance durable et de permettre la création d'emplois. Après une période de croissance que vous savez très ralentie, on observe des signes de reprise particulièrement aux Etats-Unis d'Amérique. Il faut donner à cette reprise ses meilleures chances par différents moyens mais particulièrement par la baisse des taux d'intérêts réels, au rythme qui paraîtra possible. On gardera un oeil attentif sur tous les phénomènes inflationnistes pour contenir ces mouvements.

- Vous savez que la France à cet égard a pu marquer ces temps derniers, et particulièrement par son dernier chiffre de hausse des prix, des progrès très réels qui la placent en situation enviable, parmi les membres du groupe des Sept ainsi qu'au sein de la Communauté européenne.

On a beaucoup parlé de l'aide au développement, de la dette. C'est pour la France l'une des priorités pour des raisons politiques prises dans le vrai sens du terme. Je suis convaincu que les disparités excessives entre les mondes riches et pauvres, avec toutes les nuances que cela implique, représentent pour l'humanité du siècle qui vient un danger plus grave que la bombe atomique, car c'est un domaine où les responsabilités sont multiples, diverses, variables, incontrôlables. Si les exaspérations s'accroissent, qui peut prétendre les organiser pour les apaiser ? D'autre part, il y a un devoir humain évident.

- On en a parlé cette fois-ci, une fois de plus. Vous vous souvenez qu'on avait marqué des avancées à Toronto qui se sont accrues à Houston. Nous continuons ici cet effort. On n'a pas le sentiment, nous Français, d'avoir parlé dans le désert.

- Pour la dette des pays les plus pauvres, vous vous souvenez que le Sommet de Toronto avait décidé l'annulation du tiers de la dette. Désormais, cette proportion ira de 50 à 80 %, selon les cas. Je parle là des pays les plus pauvres. La France avait pris des dispositions en son propre nom ce qui lui avait permis d'abandonner sa créance sur trente-cinq pays les plus pauvres, puis sur quatre autres. Là, c'est une disposition à caractère général, prise par l'ensemble des pays participant au sommet.

- Pour la dette des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, un élément nouveau apparaît. Vous vous souvenez du traitement exceptionnel réservé à la Pologne et à l'Égypte par une méthode que je m'étais permis de proposer à Houston. Nous demandons au Club de Paris

d'examiner ce problème pour d'autres pays, toujours au cas par cas bien entendu. S'il faut citer des exemples, je dirai le Congo, le Cameroun et quelques autres.

- Je vous renvoie, lorsque vous examinerez les documents, au paragraphe important sur le développement de la démocratie et les réformes de structure dans les pays du sud et notamment en Afrique. Nous cherchons à encourager ces mouvements selon les règles que j'avais définies à La Baule lors d'un Sommet où se trouvaient les pays africains et la France.\

On s'est intéressé aussi à l'Europe centrale et orientale, mais l'accent a déjà été mis là-dessus, si j'en juge par les articles que j'ai lus. On s'est engagé à continuer l'effort d'aide pour chacun des pays d'Europe centrale et orientale mais on peut dire, cette fois-ci, sans ostracisme pour aucun. Je pense en particulier à la Bulgarie et à la Roumanie. Pourquoi est-ce que je souligne ce point ? C'est parce qu'il nous tient à coeur. La détermination de chacun de prendre sa part de cette charge a été confirmée.

- 50 % la Communauté, 50 % les autres, en pratique, c'est plutôt 80 et 20. Enfin, chacun va faire un effort, c'est du moins l'engagement qui est pris.

- A l'égard de l'Union soviétique, tout cela sera précisé cette après-midi. Vous pourrez apprécier selon vos goûts, si cela a été productif ou non. Enfin, le texte final dit clairement qu'il convient de contribuer au changement en Union soviétique.

- Il ne faut pas que cela porte tort aux pays d'Europe centrale et orientale. Bien entendu, c'est notre opinion. Il ne faut laisser personne sur le bord de la route. Rappelez-vous que cette discussion avait déjà eu lieu l'an dernier lorsque l'on parlait d'un effort pour les pays d'Europe centrale et orientale par rapport aux pays du Sud. Eux-mêmes nous ont communiqué cette inquiétude et vous l'avez fait savoir. Et, cependant, en tout cas pour ce qui concerne la France et les accords de Lomé, vous savez que cette aide non seulement n'a pas diminué, mais qu'elle s'est accrue.

- Pour le Moyen-Orient, on cherche à développer harmonieusement l'économie du monde arabe, du Golfe arabo-persique au Maghreb. Alors, la coopération entre les donateurs d'aide, arabes et non arabes, devient un élément clef du développement. Auparavant chacun avait sa politique à part, ce qui était une débauche et une perte d'effort considérable. Donc, la France avait vraiment insisté, pour que tout cela se coordonne. Le Sommet nous a donné satisfaction.\

On a parlé de l'énergie. En dépit de quelques réticences sur l'évolution des rapports entre les pays producteurs et les pays consommateurs, vous savez quelle a été l'initiative de la France et du Venezuela. Une réunion s'est tenue récemment à Paris qui a été réussie. Pour le Commerce international, on a défini un cadre de travail. On s'est promis de parvenir à un accord global avant la fin de l'année. Global, équilibré. Global parce qu'il s'agit de traiter d'autres sujets que ceux qui occupent les premières colonnes des journaux. C'est pourquoi on a mis l'accent spécialement sur quatre secteurs prioritaires. Sans doute l'agriculture, mais aussi l'accès aux marchés, les services et la propriété intellectuelle. Sur l'environnement, une discussion importante s'est poursuivie dans les directions que vous avez pu observer au cours de ces derniers temps. J'ajouterai à ce qui a été dit ailleurs les heureux résultats obtenus pour la conclusion d'une charte de l'Antarctique. On a beaucoup parlé aussi de la forêt équatoriale.\

Il y a eu une déclaration de politique générale qui vous a été communiquée par M. Major, président de ce Sommet. Les grandes lignes en sont : soutien aux Nations unies, fermeté sur le comportement de l'Irak. On a encouragé l'initiative que M. Baker mène à l'heure actuelle dans les relations entre Israël et les pays arabes voisins. On a cité, à la demande de la France, le Liban pour encourager la démarche tendant à la complète réalisation des accords de Taëf qui supposent le retour entier à la responsabilité souveraine de ce pays.

- Pour la Yougoslavie, on a tout à fait approuvé l'action des Douze. Action des Douze attendue pour tenter d'abord d'obtenir une trêve, de ménager le sang, de faire rentrer l'Armée dans ses casernes, de geler provisoirement les décisions politiques d'indépendance de plusieurs Républiques. Je me suis exprimé à ce sujet dans une autre enceinte récemment, à Paris. Si vous voulez que j'ajoute mon sentiment, je pense que la sagesse consiste à rechercher les conditions de l'unité pour ne pas désintégrer l'Europe. Mais comme ce qui fut réuni par la force et maintenu

par la force au travers des empires russes, devenus soviétiques subsiste et que ces éléments de force sont disparus, heureusement disparus, c'est forcément la tendance à l'éclatement qui l'emporte, de telle sorte que, s'il est souhaitable d'avoir un système commun de type fédéral ou confédéral, il faut bien admettre que cela ne peut qu'être le résultat d'un dialogue et d'un contrat, ce qui suppose qu'il ne peut pas y avoir de domination, de l'un sur les autres. Ce qui est vrai là, sera vrai ailleurs, car il est vraisemblable que ce phénomène que nous constatons dans un pays donné aura tendance à se généraliser.\

On a parlé de l'Afrique du Sud, dans un sens connu, et de l'élimination de l'apartheid dans les faits. A propos du terrorisme, la coopération internationale continuera de jouer. De la situation en Asie, au Cambodge, en Chine, en Corée, des menaces de sécheresse en Afrique, on a parlé de Chypre, de l'Amérique centrale, en particulier dans les conversations des ministres des affaires étrangères. D'autre part, a été publiée une déclaration sur les transferts d'armes conventionnelles, sur la non-prolifération nucléaire, biologique et chimique. Cela a occupé pas mal de temps, notamment dans la journée d'hier. Alors un texte a été jugé satisfaisant et adopté par tous. De toutes ces discussions, je noterai celle qui a eu lieu sur ce qu'on appelle le suivi, c'est-à-dire quelle est la structure qui pourrait mettre en œuvre les décisions de Londres. Il n'y a pas de suivi structurel par la création d'un organisme nouveau. C'était une discussion importante. La France n'était pas favorable à la création d'une structure particulière, alors qu'il y a déjà le Conseil de Sécurité, qu'il y a déjà l'OTAN, qu'il y a beaucoup de lieux où on discute du désarmement. Et puis il y a aussi des raisons de fond que je vous épargnerai, ce serait trop long, mais c'est une donnée majeure de nos discussions d'aujourd'hui.

- Alors il nous semble que le rôle des Sept est d'appuyer et de renforcer le processus déjà engagé sans mécanisme parallèle, il faut une vigilance et on en confiera le soin au Président annuel du G7 qui doit prendre toute initiative. C'est le cas de M. Major qui devra se rendre à Moscou, pour que cette discussion reste prioritaire et soit menée à bien mais menée à bien en rendant aux Nations unies ce qui leur appartient.\

QUESTION.- Monsieur le Président, l'affaire de l'URSS nous intéresse et en particulier, j'imagine bien que vous ne puissiez pas nous dire beaucoup de choses, compte tenu du fait que la réunion n'a pas encore eu lieu. Vous avez vu Mikhaïl Gorbatchev, vous avez pris votre petit-déjeuner avec lui ce matin, alors deux questions : est-ce que son plan paraît plus conforme à ce que les Sept attendent ? D'autre part, est-ce que de leur côté les Sept ont harmonisé et rapproché leur position ?

- LE PRESIDENT.- On n'en est pas là. Et je ne peux pas me permettre de tirer les conclusions d'une séance qui n'a pas eu lieu. Nous sommes tous d'accord pour contribuer au redressement de l'économie soviétique, assorti de réformes de structures importantes, nous sommes tous d'accord. Là où les divergences commencent, c'est sur les degrés, le calendrier, et l'ampleur de ces réformes qui, dans l'esprit de certains, conditionne le calendrier, l'ampleur de l'aide. Donc, les dispositions actuelles sont très positives. Vont-elles aussi loin que le souhaiterait M. Gorbatchev ? On n'en est pas là. Telle que la discussion a eu lieu jusqu'ici, on ne peut pas l'affirmer. Mais enfin, j'empête prudemment sur le contenu de ce qui sera dit. La présence de l'Union soviétique dans les institutions internationales et particulièrement celle de Bretton Woods, les positions prises pour les aides techniques de toutes sortes dès lors que l'Union soviétique l'accepte, elle l'accepte. C'est le point actuel de la perestroïka d'avoir véritablement une ouverture, un changement de méthode, d'offrir aux partenaires une possibilité de créer des entreprises, de retirer leur profit de ces entreprises. Il s'agit aussi de contribuer en même temps à donner à l'ensemble des activités de l'Union soviétique - je pense en particulier aux conduites qui amènent le gaz ou le pétrole - leur plein rendement, tant l'efficacité est aujourd'hui douteuse.

- Tout cela aura lieu, c'est sûr, l'effort sera fait. Est-ce que par rapport au besoin immédiat de l'Union soviétique, M. Gorbatchev pourra s'estimer satisfait par rapport au document qu'il nous a adressé que vous connaissez peut-être ou que vous connaîtrez sûrement. Là, je ne peux pas le dire, c'est l'objet de la discussion.\

QUESTION.- Monsieur le Président lorsque l'on va d'une délégation à l'autre on entend deux avis très différents. Il y a ceux qui doutent que M. Gorbatchev puisse lancer vraiment l'URSS dans

l'économie de marché, dans des réformes décisives, il y en a d'autres qui disent qu'il est forcément crédible économiquement, au vu de ce qu'il a déjà fait politiquement, alors dans quel camp, si camp il y a, vous rangez-vous ?

- LE PRESIDENT.- Monsieur Bortoli, vous avez parlé d'or. C'est exactement la situation présente. J'aurais pu le dire avant vous et je suis ravi que ce soit vous qui l'avez dit, mais la France a une position extrêmement claire. Elle sait que tout est difficile, elle ne peut certes garantir le déroulement des événements dans une situation qui reste trouble, mais elle considère que, vous l'avez dit vous-même, le travail formidable, les transformations déterminantes accomplies depuis six ans, depuis que M. Gorbatchev a décidé la perestroïka, sont d'une telle importance, d'une telle ampleur que, comme l'a dit l'un d'entre nous, si l'on nous avait annoncé en 1985 la succession de décisions qui ont bouleversé la face de l'Europe, le dégagement des pays satellites, l'unification de l'Allemagne, si l'on avait pu prévoir cela, on aurait supplié M. Gorbatchev de nous demander encore plus d'aides. Maintenant, c'est fait, mais comme il reste beaucoup à faire, je pense que l'on doit contribuer à poursuivre dans cette direction, donc la France fait partie de ceux qui pensent qu'il vaut mieux prendre ce risque-là que le risque contraire qui conduirait d'une façon certaine cette expérience à l'échec, alors que l'on sait ce qu'il y a et on ne sait pas ce qu'il y aura.

- QUESTION.- Vous pensez que le groupe des Sept en la personne de son Président par exemple doit intervenir directement et constamment, de façon continue dans cette évolution ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas son rôle en toute matière. Je vous répète, il y a d'autres institutions internationales mais puisque ces Sept dans le domaine exact de leur compétence ont en charge indiscutablement les multiples initiatives de caractère économique et financier, c'est quand même précisément là que se trouve pour l'instant la demande soviétique. Il serait légitime que M. Major puis le Chancelier Kohl qui succédera comme Président l'année prochaine soient en mesure de jouer un rôle constant, en association avec l'Union soviétique. C'est vrai, il y a des pays qui voudraient marcher pas à pas, ne voulant pas prendre le risque que je vous indiquais tout à l'heure. Il y a ceux qui estiment qu'il faut accélérer l'allure parce que l'autre risque leur paraît plus dangereux et aussi parce que l'acquis de M. Gorbatchev mérite que l'on y prenne garde.

- QUESTION.- Monsieur le Président, on sait que la Banque mondiale a un plan d'aide unilatérale à l'Union soviétique qui consisterait en l'envoi d'une mission technique financée à partir d'un fonds spécial à hauteur de 15 millions de dollars. Est-ce qu'il en a été question au cours de ce Sommet, quelle est la position de la France ?

- LE PRESIDENT.- C'est une direction qui nous paraît bonne mais les décisions ne paraissent pas aussi évidentes que vous le pensez.\

QUESTION.- Avec votre permission, la République d'Haïti s'est engagée sur la voie de la démocratie avec le Président Jean-Bertrand Aristide mais il n'y a pas de démocratie sans développement économique, est-ce que le Sommet de Londres a eu une attention spéciale pour ce pays, comme ce fut le cas l'année dernière à Houston ?

- LE PRESIDENT.- C'est un pays qui intéresse beaucoup la France et nous tenons beaucoup à ce que ce pays bénéficie des aides comme déjà quelques autres. L'évolution démocratique a partie liée, vous l'avez répété, avec le développement. Il faut que les deux chevaux de cet attelage marchent en harmonie, à la même allure. Haïti fait partie de ces pays qui ont eu le courage de procéder par eux-mêmes à un certain nombre d'avancées démocratiques au cours de ces derniers mois.\

QUESTION.- La lecture du communiqué que vous avez faite avec la liste des thèmes ne fait-elle pas penser que le G7 est déjà devenu le directoire mondial auquel vous vous opposez ?

- LE PRESIDENT.- C'est selon ! Interprétez comme vous le souhaitez. Il suffit de lire le libellé, London Economic Summit, et on retrouve avec simplement le nom de la ville qui change, toujours la même expression, Economic Summit. Il s'agit donc bien d'économie. On ne peut pas empêcher des hommes responsables de grands pays de parler d'autre chose et je n'ai jamais songé à les en empêcher. Donc, je trouve tout à fait normal qu'on discute de tout. Simplement,

lorsque l'on prend des résolutions, je pense qu'il faut être extrêmement prudent pour ne pas réagir en tant que directoire mondial et ne pas donner, par voie de conséquence, ce sentiment aux autres pays. Le désarmement fait partie du débat.

- Il n'est pas évident que ce qui est dit sur le sujet ne pourrait pas être partagé, quant à la décision, avec beaucoup de pays qui ne sont pas membres de ce groupe des sept. Il faut donc être très prudent et dans beaucoup d'autres domaines, il n'y a pas de compétence particulière du Groupe des sept. C'est vrai qu'il y a ces deux tendances. Je répète rituellement, depuis maintenant onze ans, ce même thème. Je ne remporte pas des succès égaux d'année en année, mais, malgré tout, on se rend bien compte, que, s'il existe des Nations unies et un Conseil de sécurité, c'est pour remplir une certaine fonction. Cela existe, cela a été décidé. Il ne s'agit pas de se faire concurrence. Il existe beaucoup d'organismes spécialisés qui remplissent parfaitement leur rôle. Oui, on parle de l'environnement et on a raison. On ne peut pas dire, c'est nous seuls qui allons étiqueter les règles de la lutte contre la drogue, pas plus qu'on ne peut dire, nous allons fixer les moyens de lutte pour sauvegarder l'environnement. Nous contribuons, nous ne décidons pas. En tout cas c'est la thèse de la France et de ce point de vue, je dois dire qu'il n'y a pas eu d'excès. Si vous m'interrogez sur ce point, c'est parce que vous connaissez déjà la réponse ! Sur la question du transfert d'armes et les contrôles, le débat engagé sur le suivi contenait toute cette question. Si le suivi avait été assuré par un comité, par un bureau, alors le G7 devenait un des deux ou trois centres de décisions sur ce problèmes-là. Cela n'a pas été décidé, la France et quelques autres n'y ont pas été pour rien.\

QUESTION.- Monsieur le Président, quand vous avez rencontré ce matin le Président Gorbatchev, dans quel état d'esprit vous semblait-il être ? Est-ce qu'il ne vous paraissait pas un peu déçu de nous voir assez compatissants à l'égard de son pays ?

- LE PRESIDENT.- Me voir, moi ?

- QUESTION.- ... Non, nous, l'ouest ?

- LE PRESIDENT.- Vous nous assimilez ! Nous l'ouest, on en fait partie. Mais les Japonais ne pourraient pas dire la même chose.. Et d'ailleurs, ils ne disent pas la même chose, mais enfin ça c'est une autre affaire !

- J'ai vu M. Gorbatchev égal à lui-même. Il a une maîtrise et une sérénité impressionnantes. Sans doute approche-t-il davantage des échéances et l'ampleur de l'enjeu d'aujourd'hui est mesuré par lui. Ce qui lui confère sans doute cette gravité. Enfin, je l'ai trouvé toujours très disposé à tirer l'essentiel des leçons. C'est un homme dont les idées générales sont fortes et qui ne néglige pas, bien entendu, la politique pratique. S'il devait la négliger d'ailleurs, il serait rappelé aux réalités assez rapidement par les hommes qui en ont la spécialité. Donc, je l'ai trouvé bien, mais conscient de l'importance de l'échéance.

- QUESTION.- Monsieur le Président, sans lui donner un "chèque avec plusieurs zéros", est-ce que vous ne considérez pas maintenant qu'il est encore plus en danger car rentrant chez lui, il ne va pas pouvoir dire : "voilà, j'ai rapporté de l'argent". Est-ce que les gens vont comprendre que les mesures techniques que vous lui offrez sont suffisantes ?

- LE PRESIDENT.- Mais la décision n'est pas prise ! Je vous l'ai dit tout à l'heure ! La réunion n'a pas commencé. De plus, cela ne se résume pas comme ça. Un chèque ! Il n'y a pas de chèque. D'ailleurs, M. Gorbatchev s'y refuserait. C'est aussi une question de fierté. Les peuples soviétiques représentent eux-mêmes un ensemble de grands peuples dotés d'une grande histoire. Il ne vient pas dans cet esprit. Ce serait vraiment se méprendre sur son caractère. Mais, il a besoin d'aide et cette aide peut prendre les formes les plus diverses et elle prendra des formes diverses. Beaucoup seront certainement décidées. Mais pour le chèque, je ne pense pas que la discussion se pose dans ces termes. Bien entendu, je comprends bien ce que vous voulez dire. C'est une image. Vous voulez me dire : est-ce que sa mission sera ressentie selon les décisions prises à Londres comme une réussite ou pas ? Vous avez raison de poser ce problème et on revient à la question précédente, celle de M. Bortoli, il y a ceux qui pensent qu'il faut que non seulement cette impression prévale, mais encore que la réalité soit celle-là. D'autres se disent : "on ne sait pas, on risque de s'engouffrer dans une expérience politique provisoire..."

tout cela est raisonnable, la politique c'est toujours cela, je vous ai dit ce que j'en pensais.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous avez senti une certaine irritation de la part de M. Major suite aux propos de votre Premier ministre dans une déclaration à la télévision américaine. Est-ce que M. Kaifu travaille comme une fourmi ?

- LE PRESIDENT.- Ils ne m'en ont pas parlé. M. Major a été charmant, souriant, amical. M. Kaifu peut-être aussi, mais c'est plus difficile à discerner.\

QUESTION.- Monsieur le Président, au sujet du commerce international, et cela va nous ramener au Japon, comment jugez-vous l'attitude des Japonais aujourd'hui dans cette négociation et notamment en ce qui concerne l'accès au marché et la propriété industrielle. Pensez-vous qu'ils ont peu évolué ou qu'ils ont un peu évolué ?

- LE PRESIDENT.- Ils ont évolué puisqu'ils ont accepté le communiqué qui comporte précisément ces deux secteurs dans la négociation du GATT. C'est une discussion qui a commencé il y a longtemps. Je me souviens de mes refus de 1985, lorsque je m'étais trouvé à Bonn, alors que l'on demandait l'ouverture immédiate du GATT. Je savais fort bien alors par le Directeur général qu'il n'y avait qu'un seul dossier, celui de l'agriculture. C'est pourquoi je m'y suis refusé. Il n'est pas acceptable que l'on s'arrange pour créer une sorte de grand pool international sans frontières et sans barrières pour l'agriculture et qu'on laisse les autres de côté. Alors les pays qui sont forts en agriculture seraient ainsi sanctionnés et puis les autres pourraient pratiquer le protectionnisme. J'ai redit tout à l'heure qu'il y avait quatre secteurs prioritaires : l'accès au marché, l'agriculture, les services, et la propriété intellectuelle. Le Japon a adopté ces mesures avec nous.\

QUESTION.- Dans la lettre de M. Gorbatchev, il y a un certain nombre de choses qui sont absolument incompréhensibles. Je voudrais vous demander : il y a cette idée que nous, en tant que contribuables occidentaux, nous devrions verser de l'argent à un fonds de stabilisation qui permettrait au rouble d'être plus fort. Est-ce que cela vous paraît une bonne idée ? Et d'autre part, le premier point de cette lettre de M. Gorbatchev établit des principes qui m'ont paru contradictoires : à la fois c'était vive l'économie de marché et vive la planification centralisée ! Est-ce que vous avez compris quelque chose à cette lettre ? Moi j'ai encore beaucoup de mal !

- LE PRESIDENT.- Mais je me demande, monsieur, comment je pourrais comprendre ce que vous ne comprenez pas !

- Simply, je trouve parfaitement normal que l'on cherche à réaliser la synthèse entre une économie de marché totalement ouverte et libérale, et des interventions de l'Etat. C'est d'ailleurs ma conviction qu'une heureuse synthèse entre ces deux démarches permet à une économie de fonctionner.

- Bien entendu, il y a un monde qui sépare le système soviétique de la manière dont certains Français, dont je suis, conçoivent la permanence de l'Etat et sa présence dans le domaine économique et industriel. Il y a un monde. Alors je reconnais que si l'on veut faire la synthèse entre le système soviétique et l'économie de marché ce n'est pas réalisable. Je ne pense pas que ce soit la pensée de M. Gorbatchev. En tout cas, dans les conversations qu'il a avec nous, qu'il a avec moi, cela ne ressort aucunement. Il a compris que son système était mauvais et dépassé. A quel endroit veut-il s'arrêter dans l'évolution des degrés ? Cela, c'est l'avenir qui nous le dira. Mais je ne pense pas que cela se pose en termes aussi antinomiques que vous l'avez vous-même ressenti. Vous avez fait une autre analyse, mais avec cela vous me faites précéder exagérément, ce qui devrait être dit à l'issue de la réunion de cet après-midi. Il faut quand même laisser sa place au dialogue. Oui, c'est un gros, gros document, vous voulez dire est-ce qu'il faut que nous soutenions de nos deniers le rouble ?

- J'ai entendu d'autres dirigeants, au sein du groupe des Sept, poser la même question sur un autre terrain en disant est-ce que c'est à nous d'entretenir l'armement soviétique ? Etc.. En tout cas, c'est à nous d'aider l'Union soviétique à produire, et donc aider la future compétition commerciale en ayant doté l'Union soviétique d'atouts qu'elle ne possède pas. Cela prouve non seulement un certain désintéressement, mais aussi une nécessité.

- QUESTION.- Monsieur le Président, dans la mesure où on fait confiance à M. Gorbatchev, peut-on faire le pari, fou pour l'instant peut-être, qu'il y aura un G8 avec l'URSS ?

- LE PRESIDENT.- Eh bien je pense que c'est tout à fait souhaitable mais je pense que le fruit

... n'est pas encore mûr. Pour l'instant, on parle de "prévisions", "on souhaite que..." "on voudrait bien contribuer à ce que..." Mais pour l'instant, cette société, cette économie ne sont pas vraiment ouvertes, les réformes de structures n'ont pas encore suffisamment eu lieu et les situations économiques sont encore très différentes. Donc je pense que c'est une orientation qu'il faut prendre. Mais je ne pense pas que cela puisse se décider ex abrupto.\

QUESTION.- Monsieur le Président, comment analysez-vous l'acceptation syrienne du plan américain ? Est-ce que pour vous c'est une percée décisive ou pas encore ?

- LE PRESIDENT.- C'est un progrès. On n'a jamais eu au fond de relations directes jusqu'ici. Jamais bilatérales. Non, c'est un progrès.

- Assurément, comme le fond du débat n'a pas été encore abordé et que ce fond du débat est étalé sur toutes les dispositions prises aussi bien par les pays arabes - et chacun pour soi - que par Israël, on voit l'immensité de l'abîme qui sépare les conceptions des uns et des autres. Mais enfin le fait qu'on parle, c'est déjà bien.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez vu, donc longuement et séparément George Bush et Mikhaïl Gorbatchev, est-ce que vous avez le sentiment que maintenant toutes les conditions de part et d'autre sont réunies pour la signature d'un traité Start à la fin de ce mois à Moscou entre les Américains et Soviétiques ?

- LE PRESIDENT.- Je ne peux pas l'affirmer, non, je ne peux pas l'affirmer puisque ce n'est pas fait et que nous sommes quand même déjà le 17 juillet, il ne resterait que peu de jours avant la fin du mois. Non, je ne peux pas vous l'affirmer. Enfin il me semble que c'est vraiment la volonté politique des deux.\

QUESTION.- Concernant le GATT, monsieur le Président, jamais les Sept ne s'étaient engagés aussi fortement puisque vous êtes engagés les uns et les autres à intervenir personnellement pour débloquer la situation si elle était bloquée. Pensez-vous que vous aurez à intervenir en effet, personnellement d'ici la fin de l'année ? Et pensez-vous que cette intervention devra être celle de la France seule, ou qu'elle devra être coordonnée avec celle des autres Européens ?

- LE PRESIDENT.- Forcément avec les autres. Le GATT réunit beaucoup de pays. D'autre part, naturellement, nous tenons absolument à l'unité des démarches européennes. Mais nous pour l'instant, nous constatons qu'à Londres, il a été décidé de s'attaquer aux quatre secteurs prioritaires. Nous avons obtenu satisfaction. Sur le problème spécifiquement agricole, nous ne pouvons pas dire, nous ne savons pas. Est-ce que les Américains ont déjà amorcé une modification de leur attitude ? Est-ce qu'ils iront plus loin ? Il faut que les termes de la concurrence entre la Communauté et les Etats-Unis d'Amérique sur certains aspects touchant aussi aux services, par rapport aux pays du tiers monde soient vraiment mis sur la table, tous ensemble. Jusqu'ici cela n'a pas été le cas, ça pourrait commencer à l'être. C'est pourquoi nous, nous avons exigé une décision plutôt qu'un ordre du jour global. A vrai dire, ce n'était pas le cas jusqu'ici. Si c'est bien le cas, si cela se fait bien comme cela, alors je joindrai ma voix à celle des autres pour accélérer les démarches afin d'aboutir en 1991. Si on s'éloigne de ce qui a été fixé à Londres, on risque de prendre du retard.

- QUESTION.- Est-ce que vous êtes sur le commerce international plus optimiste que vous ne l'étiez l'année dernière ?

- LE PRESIDENT.- Sur le GATT, eh bien, cela fait un an de plus quand même ! Donc, il faut que je sois plus optimiste. J'étais très pessimiste en 1985, un peu moins en 1986, un petit peu moins en 1987, j'espérais encore en 1989, en 1990... ! En 1991, je le suis un petit peu plus. On verra ce que je vous dirai en 1992 ! J'espère n'avoir plus rien à vous dire !

- QUESTION.- Est-ce que ce Sommet vous a rendu plus optimiste sur cette question ?

- LE PRESIDENT.- Oui, enfin, il est dit clairement que le GATT, le commerce international n'est pas simplement le commerce agricole. Il est dit clairement que le commerce international doit trouver ses bases dans les domaines industriels, la propriété intellectuelle, les services et l'accès aux marchés, (c'est-à-dire l'abaissement des barrières). Alors là, cela commence à devenir équitable.\

QUESTION.- Monsieur le Président, tout au long de la déclaration politique, il est fait de

nombreuses fois référence au droit à l'auto-détermination des peuples, peuple irakien, soviétique, yougoslave, mais pas une seule fois au droit du peuple palestinien à l'auto-détermination ? Ainsi, il n'est fait référence qu'aux seules résolutions 242 et 338 qui n'assurent en rien ce droit. De même il ne fait référence, au paragraphe 10, à la disposition du G7 à soutenir le développement de la coopération économique entre les pays du Moyen-Orient sans y associer les peuples qui ne disposent pas encore d'un Etat.

- LE PRESIDENT.- Je pense qu'un certain nombre de nos partenaires mise beaucoup sur la conférence qui s'organise pour l'instant : vous avez parlé de la réponse syrienne. Il paraîtrait maladroit de se substituer à ceux qui vont se rencontrer pour leur fixer à l'avance ce qu'ils doivent faire. Donc c'est assez logique. Maintenant, vous savez bien que par rapport aux Palestiniens, il y a ceux qui souhaitent et ceux qui ne souhaitent pas. La France souhaite l'autodétermination du peuple palestinien, que puis-je vous dire de plus ?\